



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

POUR LES PÉRIODES TERMINÉES LES 31 MARS 2017 ET 2016



ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

[en dollars canadiens]

[non audités]

	Au 31 mars 2017 [Retraité [note 1]] \$	Au 31 décembre 2016 \$
ACTIF		
Courant		
Trésorerie et équivalents de trésorerie [note 5]	891 622	788 704
Trésorerie et équivalents de trésorerie détenus à des fins d'exploration [note 5]	4 137 137	5 703 494
Débiteurs [note 6]	453 632	843 913
Frais payés d'avance	202 516	230 524
Stocks	88 253	330 960
Total de l'actif courant	5 773 160	7 897 595
Non courant		
Équivalents de trésorerie à utilisation restreinte [note 5]	—	630 000
Dépôts de garantie [note 18]	600 000	600 000
Participation dans des entreprises associées [note 7]	36 549 604	36 555 789
Immobilisations corporelles [note 8]	307 318	554 018
Actifs d'exploration et d'évaluation [note 9]	25 870 069	44 981 338
Total de l'actif non courant	63 326 991	83 321 145
	69 100 151	91 218 740
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Courant		
Fournisseurs et autres crédateurs [note 11]	1 115 773	3 964 251
Tranche courante des incitatifs à la location reportée	17 802	17 538
Tranche courante de la dette bancaire	6 818	6 776
Avances de partenaires sur des travaux d'exploration à réaliser [note 12]	1 727 194	1 993 378
Provision pour passif éventuel [note 13]	350 000	350 000
Passif relié aux actions accréditives	178 986	77 893
Total du passif courant	3 396 573	6 409 836
Non courant		
Part des partenaires dans les dépôts de garantie [note 18]	293 820	293 820
Incitatifs à la location reportée	193 156	197 706
Dette bancaire	11 747	13 467
Provision pour restauration de sites [note 13]	1 473 698	1 464 545
Passif d'impôt différé	4 711 679	8 121 365
Total du passif non courant	6 684 100	10 090 903
Total du passif	10 080 673	16 500 739
Capitaux propres		
Capital social [note 14]	67 669 248	66 892 274
Surplus d'apport	6 005 589	6 005 589
Résultats non distribués (Déficit)	(14 655 359)	1 820 138
Total des capitaux propres	59 019 478	74 718 001
	69 100 151	91 218 740

Continuité de l'exploitation [Retraité [note 1]]

Événements postérieurs à la date de clôture [note 4]

Éventualités [note 18]

Voir les notes afférentes aux états consolidés intermédiaires résumés

Au nom du conseil d'administration

Au nom du conseil d'administration

(signé) Myron Tétreault

(signé) Charles Boulanger



ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ET DU RÉSULTAT GLOBAL

[en dollars canadiens]

[non audités]

Pour les périodes terminées les 31 mars

	2017 [3 mois] [Retraité [note 1]] \$	2016 [3 mois] \$
Produits		
Gérance de projets	12 261	16 724
Charges		
Frais d'administration	406 758	385 862
Frais d'opérations	—	—
Dépréciation des immobilisations corporelles [notes 8 et 10]	228 172	—
Dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation [notes 9 et 10]	19 207 595	—
Charges financières et produits financiers	4 520	6 775
Quote-part dans des entreprises associées [note 7]	32 628	32 217
	19 879 673	424 854
Perte avant impôt	(19 867 412)	(408 130)
Recouvrement d'impôt différé	(3 391 915)	(100 295)
Perte nette et résultat global	(16 475 497)	(307 835)
Perte nette de base par action [note 15]	(0,158)	(0,003)
Perte nette diluée par action [note 15]	(0,158)	(0,003)

Voir les notes afférentes aux états consolidés intermédiaires résumés



ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

[en dollars canadiens]

[non audités]

	Capital social <i>[note 14]</i> \$	Surplus d'apport \$	non distribués (déficit) [Retraité <i>[note 1]</i>] \$	Total des capitaux propres \$
Solde au 1er janvier 2016	64 829 868	5 756 445	3 760 648	74 346 961
Perte nette et résultat global	—	—	(307 835)	(307 835)
Solde au 31 mars 2016	64 829 868	5 756 445	3 452 813	74 039 126
Émission d'actions	2 215 588	—	—	2 215 588
Rémunération fondée sur des actions	—	249 144	—	249 144
Frais d'émission	(209 551)	—	—	(209 551)
Impôts différés afférents aux frais d'émission	56 369	—	—	56 369
Perte nette et résultat global	—	—	(1 632 675)	(1 632 675)
	2 062 406	249 144	(1 632 675)	678 875
Solde au 1er janvier 2017	66 892 274	6 005 589	1 820 138	74 718 001
Émission d'actions	835 556	—	—	835 556
Frais d'émission	(79 704)	—	—	(79 704)
Impôts différés afférents aux frais d'émission	21 122	—	—	21 122
Perte nette et résultat global [Retraité <i>[note 1]</i>]	—	—	(16 475 497)	(16 475 497)
	776 974	—	(16 475 497)	(15 698 523)
Solde au 31 mars 2017 [Retraité <i>[note 1]</i>]	67 669 248	6 005 589	(14 655 359)	59 019 478

Voir les notes afférentes aux états consolidés intermédiaires résumés



ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

[en dollars canadiens]

[non audités]

Pour les périodes terminées les 31 mars

	2017 [3 mois] [Retraité [note 1]] \$	2016 [3 mois] \$
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		
Perte nette	(16 475 497)	(307 835)
Éléments hors caisse du résultat :		
Amortissement des immobilisations corporelles	4 899	6 332
Recouvrement d'impôt différé	(3 391 915)	(100 295)
Amortissement des incitatifs à la location reportée	(1 200)	(6 850)
Gain sur cession d'immobilisations corporelles	—	(125)
Charge de désactualisation	9 153	8 583
Dépréciation des immobilisations corporelles	228 172	—
Dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation	19 207 595	—
Quote-part de la perte nette dans des entreprises associées	32 628	32 217
	(386 165)	(367 973)
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Équivalents de trésorerie à utilisation restreinte [note 18]	630 000	—
Débiteurs	390 281	562 801
Frais payés d'avance	28 008	44 049
Stocks	242 707	21 838
Fournisseurs et autres créditeurs	(384 020)	(842 225)
	906 976	(213 537)
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	520 811	(581 510)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Dépôts de garantie	—	(300 000)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(1 311)	(6 079)
Acquisition de propriétés pétrolières et gazières nets des sommes recouvrées	(52 462)	(90 002)
Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation nets des sommes recouvrées [note 19]	(2 762 652)	(1 365 076)
Produit de cession d'immobilisations corporelles	—	125
Contributions à des entreprises associées	(26 443)	(29 757)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(2 842 868)	(1 790 789)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission de capital-actions	940 000	—
Frais d'émission d'actions	(79 704)	(85 030)
Remboursement de la dette bancaire	(1 678)	(1 637)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	858 618	(86 667)
Diminution nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie	(1 463 439)	(2 458 966)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	6 492 198	7 522 772
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin [note 19]	5 028 759	5 063 806

Voir les notes afférentes aux états consolidés intermédiaires résumés.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

1) STATUTS CONSTITUTIFS, NATURE DES ACTIVITÉS, CONTINUITÉ D'EXPLOITATION, INFORMATIONS FINANCIÈRES RÉSUMÉES, APPROBATION ET RETRAITEMENTS

Statuts constitutifs et nature des activités

La Société, constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec et régie par les dispositions de la Loi sur les sociétés par actions du Québec, agit à titre de société d'exploration pétrolière et gazière. Son titre est transigé à la Bourse de croissance TSX depuis le 16 février 2005 sous le symbole : PEA. Son siège social est situé au 511, rue St-Joseph E, 2^e étage. Bureau 304, Québec (Québec), Canada, G1K 3B7.

Incertitude quant à la continuité de l'exploitation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été préparés d'après le principe de la continuité d'exploitation, qui suppose que la Société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités dans un avenir prévisible. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la Direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période terminée le 31 mars 2017.

Comme la Société est encore en phase d'exploration pour toutes ses propriétés pétrolières et gazières, y compris pour son investissement dans Hydrocarbures Anticosti S.E.C., elle n'a pas encore déterminé si ses propriétés pétrolières et gazières renferment des réserves d'hydrocarbure pouvant être exploitées économiquement. De ce fait, elle ne prévoit pas tirer de produits importants de ses propriétés au cours des douze prochains mois. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements en vigueur au titre des programmes d'exploration et d'évaluation et de payer ses frais généraux et ses charges administratives. La Direction estime qu'elle ne possède pas les ressources financières suffisantes pour répondre aux obligations de la Société et aux dépenses prévues jusqu'au 31 mars 2018. Il existe donc une incertitude significative en lien avec des événements et des conditions susceptibles de jeter un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, notamment grâce aux engagements financiers actuels, au report de ses dépenses d'exploration à un niveau qui lui permette de conserver sa propriété d'exploration et ses permis, à la réduction de ses dépenses opérationnelles tout en étant en mesure de s'acquitter de ses obligations pendant les douze prochains mois, à l'émission d'actions ordinaires et accréditives, et plus particulièrement grâce à la réalisation, au cours du premier trimestre terminé le 31 mars 2017, de la fusion avec Pieridae Energy Limited (Pieridae) [note 4]. La réalisation de cette transaction est toutefois conditionnelle à des approbations qui sont hors du contrôle de la Société, notamment l'obtention des approbations finales du tribunal et des organismes de réglementation pertinents au Canada, l'approbation de 66 2/3 % des actionnaires de Pieridae et l'approbation de 66 2/3 % des actionnaires de la Société. En effet, dans le cadre de cette fusion, Pieridae doit compléter, en date ou avant la clôture de la transaction, un placement privé pour un produit brut de 50 000 000 \$. Le produit net de ce placement privé sera utilisé pour financer les opérations et les besoins généraux de fonds de roulement de la société fusionnée et pour permettre à la société issue de la fusion d'atteindre la décision d'investissement finale relativement au développement d'un projet intégré de gaz naturel liquéfié (GNL) sur la côte est du Canada. De plus, la Société a conclu une entente en 2016 avec Ressources Québec inc. et Tugliq Energy Corp. afin de partager les coûts et le risque liés à l'exploration relativement au projet Bourque. En vertu de l'entente des porteurs de titres signée en mars 2014 par la Société avec Ressources Québec, Corridor Resources Inc. et Saint-Aubin E&P (Québec) inc., les coûts d'exploration devant être engagés par Hydrocarbures Anticosti S.E.C. sont entièrement financés par des tiers. Par contre, suite aux négociations initiées au cours de la période de 3 mois terminée le 31 mars 2017 par le gouvernement du Québec avec la Société ainsi que ses partenaires dans Hydrocarbures Anticosti S.E.C. dans le but de mettre fin à l'exploration gazière et pétrolifère sur l'île d'Anticosti, la Société s'est engagée à ne faire que les travaux obligatoires et à réduire ses frais administratifs et opérationnels pour les mois de juin, juillet et août 2017. Ressources Québec inc. s'est engagé à avancer, sur une base mensuelle, les fonds nécessaires pour assurer les besoins essentiels d'HASEC jusqu'au 1^{er} septembre 2017. Les partenaires d'HASEC se sont aussi entendus de repousser les travaux prévus sur l'île d'Anticosti cet été dans l'attente de l'issue des négociations en cours avec le gouvernement du Québec et la résolution de certains autres enjeux.

Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés. Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, des produits et des charges et au classement effectué aux états consolidés de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

Informations financières consolidées intermédiaires résumées

Les informations financières au 31 mars 2017 et pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars 2017 et 2016 ne sont pas auditées. Toutefois, de l'avis de la direction, tous les redressements qui sont requis pour donner une image fidèle des résultats de ces périodes ont été inclus. Les redressements apportés sont de nature récurrente normale. Les résultats consolidés intermédiaires d'exploitation ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation prévus pour l'exercice complet.

Date d'approbation et retraitements

Suite à l'approbation initiale le 29 mai 2017 des états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois mois terminées le 31 mars 2017 et 2016, la direction a revu certains de ses jugements relativement à la détermination des indicateurs de perte de valeur des actifs d'exploration et d'évaluation et des immobilisations corporelles et relativement à l'hypothèse de continuité d'exploitation.

- Le jugement déterminant qu'aucun indice de perte de valeur ne nécessitait d'effectuer un test de dépréciation en ce qui concerne les actifs d'exploration et d'évaluation ainsi que les immobilisations corporelles a dû être revu en lien avec la signature de l'accord avec Pieridae présenté dans la note 4 des états financiers démontrant une valeur recouvrable des actifs nets de la Société inférieure à leur valeur comptable. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés tiennent compte d'une perte de valeur au niveau des actifs d'exploration et d'évaluation et des immobilisations corporelles expliqués plus en détail à la note 10. Ces ajustements ont pour effet de diminuer les immobilisations corporelles d'un montant de 228 172 \$, les actifs d'exploration et d'évaluation d'un montant de 19 207 595 \$ et le passif d'impôt différé d'un montant de 5 118 115 \$ au 31 mars 2017 ainsi que d'augmenter la perte nette de 14 317 652 \$ et de réduire les résultats non distribués de ce même montant pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017. De plus, ces ajustements ont aussi eu pour effet d'augmenter la perte nette par action et la perte nette diluée par actions de 0,138 \$ pour la même période. Enfin, suite aux pertes de valeur comptabilisées sur les actifs d'exploration et d'évaluation, la direction a dû revoir la valorisation de l'actif d'impôt différé relatif aux pertes reportées de la Société. Au 31 mars 2017, le passif d'impôt différé et la perte nette de la période ont été augmentés d'un montant de 1 832 128 \$, les résultats non distribués ont diminué du même montant, alors que la perte nette par action a augmenté de 0,017 \$.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

- Le jugement concernant l'hypothèse de la continuité d'exploitation concluant qu'il n'existait aucune incertitude liée à des événements et des conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation dans les douze prochains mois reposait sur la conclusion probable de la transaction avec Pieridae. Comme l'accord définitif de la transaction est conditionnel à l'obtention des approbations qui sont hors du contrôle de la Société, notamment l'obtention des approbations finales du tribunal et des organismes de réglementation pertinents au Canada, l'approbation de 66 2/3 % des actionnaires de Pieridae et l'approbation de 66 2/3 % des actionnaires de la Société, le jugement a été revu et une note sur l'incertitude quant à la continuité d'exploitation a été ajoutée.

Pour tenir compte de ces changements et par soucis de transparence envers les utilisateurs de ses états financiers, les états financiers consolidés intermédiaires résumés pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2017 et 2016 ont été retraités, ré-approuvés par le conseil d'administration et redéposés sur SEDAR le 5 juillet 2017

2) BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon les IFRS applicables et conformément à l'IAS 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'international Accounting Standard Board (IASB) et énoncée dans le manuel de CPA Canada. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés appliquent les mêmes politiques comptables et les mêmes modalités de calcul que les états financiers annuels les plus récents. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers audités et les notes afférentes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016.

Tous les montants sont exprimés en monnaie canadienne.

3) JUGEMENTS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

Lorsqu'elle prépare les états financiers consolidés, la Direction pose un certain nombre de jugements, d'estimations et d'hypothèses quant à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges. Les résultats réels peuvent différer des jugements, des estimations et des hypothèses posés par la Direction et ils seront rarement identiques aux résultats estimés. L'information sur les jugements, les estimations et les hypothèses significatifs qui ont la plus grande incidence sur la comptabilisation et l'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges est présentée ci-après.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

3.1 Jugements

Dépréciation du placement dans des entreprises associées

La Société applique l'IAS 39 pour évaluer s'il existe des indicateurs de perte de valeur qui pourraient mener à la comptabilisation d'une perte de valeur à l'égard de son placement dans les entreprises associées liées au projet d'Anticosti (voir note 7). Cette détermination exige une grande part de jugement pour évaluer si une baisse de la juste valeur est significative ou prolongée, ce qui déclencherait une perte de valeur.

La Direction a tenu compte de plusieurs facteurs lors de l'évaluation de l'existence d'indicateur de perte de valeur dont le respect des engagements contractuels des partenaires pour le financement des travaux d'exploration, les résultats des travaux d'exploration réalisés à ce jour, les budgets d'exploration adoptés par le conseil d'administration et les données observables tel que la baisse des prix du pétrole indiquant des diminutions évaluables des flux de trésorerie futurs estimés. De plus, la direction a aussi tenu compte de l'appui récent du gouvernement du Québec à la demande formulée par la Municipalité de Port-Menier afin d'être reconnue à titre de Patrimoine Mondial de l'UNESCO, de l'engagement du gouvernement du Québec de prendre les moyens de protection requis pour le territoire de l'île d'Anticosti non couvert par le parc national en prévision d'une telle désignation, les démarches judiciaires du Conseil des Innus de Ekuanitshit pour la contestation de la validité des certificats d'autorisation pour la réalisation des forages par fracturation hydraulique octroyée en 2016 et des négociations initiées au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2017 par le gouvernement du Québec avec la Société ainsi que ses partenaires dans Hydrocarbures Anticosti S.E.C. dans le but de mettre fin à l'exploration gazière et pétrolière sur l'île d'Anticosti.

Dans ce contexte défavorable, la direction de la Société est d'avis de l'existence d'un indicateur de perte de valeur, soit la possibilité d'une fin négociée du projet d'Anticosti. Par contre, en considérant les droits et obligations de chacune des parties tels que stipulés aux ententes liées à Hydrocarbures Anticosti S.E.C., la direction de la Société est d'avis que la valeur recouvrable serait supérieure à la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées. Enfin, dans l'éventualité où il n'y aurait pas de règlement, la Société s'attend à ce que le gouvernement respecte les ententes signées de bonne foi et permette à Hydrocarbures Anticosti S.E.C. d'effectuer les travaux prévus et pour lesquelles la société en commandite a été mandatée dans les ententes signées. Si la Société se trouvait dans l'impossibilité de recouvrer la valeur comptable de sa participation dans des entreprises associées, elle devrait alors comptabiliser une perte de valeur significative dans les états consolidés du résultat.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

3.2 Estimations et hypothèses

Dépréciation des actifs d'exploration et d'évaluation

Selon l'analyse effectuée, la Direction a déterminé que la juste valeur négociée de la Société dans le cadre de l'accord définitif signé avec Pieridae Energy Limited est un indice de perte de valeur des actifs d'exploration et d'évaluation considérant que la valeur recouvrable de la Société, fondée sur la juste valeur diminuée des coûts de sortie dans le cadre de la transaction, est inférieure à la valeur comptable des actifs nets de la Société. La valeur recouvrable de la Société est très sensible à l'estimation de la valeur de rachat des actions privilégiées dans le cadre de la transaction qui est basée sur la valeur d'un règlement négocié entre la Société et le gouvernement du Québec mettant fin à l'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti en fonction de différents scénarios probabilistes ainsi qu'au taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation de ce montant net d'impôts avant le 31 décembre 2018. De plus, selon IAS 36, la valeur recouvrable doit exclure toute valeur accordée aux pertes fiscales d'opération latentes, ce qui constitue aussi une estimation importante compte tenu de leur admissibilité à titre de pertes fiscales d'opération au sein de la nouvelle entité fusionnée, de même que l'estimation sur un horizon temporel au cours duquel ces dernières se matérialiseront ainsi qu'au taux d'actualisation utilisé dans l'évaluation de la valeur recouvrable. Les principales hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de la Société, sont expliquées plus en détail à la note 10.

4) ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 15 mai 2017, la Société a conclu un accord définitif avec Pieridae Energy Limited, une société canadienne sous contrôle privé, qui prévoit une fusion par le biais d'un plan d'arrangement prévu par la législation (l'Arrangement), en vertu duquel la Société et Pieridae fusionneront afin de former une nouvelle entité qui sera nommée Pieridae Energy Limited (l'Entité fusionnée). L'exécution de l'Arrangement aura comme résultat une prise de contrôle inversée de la Société au sens des politiques de la Bourse de croissance TSX.

Dans le cadre de l'Arrangement, le taux d'échange des actions représente 230 % par rapport au cours de l'action à la clôture le 12 mai 2017, et donc valorise les actions de la Société à 0,38 \$. De plus, les actionnaires de la Société recevront une action privilégiée rachetable (portant échéance au 31 décembre 2018) pour chacune de leurs actions ordinaires. La valeur de rachat des actions privilégiées sera égale à 50 % de tout montant en argent pouvant être perçu par l'Entité fusionnée découlant d'un accord avec le Gouvernement du Québec, net de tout coût d'impôt, en lien avec la fin de l'exploration gazière et pétrolière sur l'Île d'Anticosti.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

En vertu de la Convention d'arrangement, les actionnaires de Pieridae recevront, pour chacune de leurs actions, 2,74 actions de l'entité fusionnée. De plus, Pieridae a accepté de déployer tous les efforts commercialement raisonnables afin de compléter, en date ou avant la clôture de l'Arrangement, un placement privé de Reçus de souscription à un prix de 12,50 \$ par Reçu de Souscription pour un produit brut de 50 000 000 \$, dont approximativement 43 000 000 \$ en espèces et 7 000 000 \$ en contrepartie de conversion de la débenture de Pieridae, sous réserve d'attribution excédentaire. Chaque Reçu de Souscription sera automatiquement converti en une action de Pieridae, qui sera échangée pour des actions ordinaires de la société issue de la fusion en même temps que la réalisation de l'Arrangement. Le produit net de ce placement privé sera utilisé pour financer certaines activités de l'Entité fusionnée relatives au développement d'un projet intégré de production de gaz naturel liquéfié sur la côte est du Canada ainsi que pour ses besoins d'opérations et de fonds de roulement.

L'Arrangement est assujéti aux conditions usuelles pour une opération de cette nature, qui comprennent l'obtention des approbations finales du tribunal et des organismes de réglementation pertinents au Canada, l'approbation de 66 2/3 % des actionnaires de Pieridae et l'approbation de 66 2/3 % des voix exprimées par les porteurs d'actions ordinaires présents ou représentés par fondé de pouvoir de la Société à l'assemblée annuelle et extraordinaire des actionnaires, qui sera convoquée aux fins d'examiner l'arrangement. L'Arrangement et les transactions qui s'y rapportent demeurent également sujets à la satisfaction ou à la renonciation d'autres conditions préalables y compris, mais non limitées à, la clôture du placement privé et la prorogation de la Société sous le régime de la Loi canadienne des sociétés par actions. La clôture de la transaction devrait avoir lieu au cours du troisième trimestre de l'exercice 2017. La circulaire de sollicitation de procurations de la Société, qui sera envoyée avant la tenue de l'assemblée annuelle et extraordinaire, contiendra d'autres renseignements concernant l'opération.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

5) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

	Au 31 mars 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Encaisse	5 028 759	6 022 198
Certificats de placement garanti rachetables en tout temps	—	1 100 000
	5 028 759	7 122 198
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie détenus à des fins d'exploration		
Actions accréditives ¹	2 218 632	1 308 793
Projet Bourque ²	1 918 505	4 394 701
	4 137 137	5 703 494
Moins : équivalents de trésorerie à utilisation restreinte ³	—	630 000
Trésorerie et équivalents de trésorerie	891 622	788 704

¹ La trésorerie et les équivalents de trésorerie détenus à des fins d'exploration relative aux actions accréditives représentent le produit de financement non dépensé lié aux actions accréditives. Selon les restrictions imposées en vertu des financements, la Société doit consacrer ces fonds à l'exploration de propriétés pétrolières et gazières.

² La trésorerie et les équivalents de trésorerie affectés aux travaux d'exploration futurs sur le projet Bourque représentent le solde d'encaisse aux 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016, provenant des avances de partenaires qui, selon les ententes, doit être dépensé en travaux d'exploration sur le projet Bourque.

³ Au 31 décembre 2016, une portion du certificat de placement garanti était affectée à la garantie des lettres de garantie d'exécution émises au montant total de 630 000 \$ [note 18]. Ces lettres de garantie ont expiré le 14 et le 15 mars 2017 et ont été renouvelées le 1er mai 2017.

Au 31 mars 2017, l'encaisse porte intérêt à des taux variant entre 0 % et 1,2 % [31 décembre 2016 – 0 % et 1,2 %].



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

6) DÉBITEURS

	Au 31 mars 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Partenaire	120 358	120 358
Entreprise associée [note 16]	228 395	475
Taxes à la consommation	—	661 382
Intérêts à recevoir	—	2 188
Autres	104 879	59 510
	453 632	843 913

7) PARTICIPATION DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

Le 31 mars 2014, la Société a conclu une transaction qui a permis de créer une société en commandite, Hydrocarbures Anticosti S.E.C., qui possède les permis détenus antérieurement par Pétrolia inc. et Corridor Resources Inc., et un commandité, Commandité Hydrocarbures Anticosti inc. Le pourcentage de propriété de chacun des partenaires se décline ainsi :

Partenaires	Pourcentages de participation
Ressources Québec	35 %
Pétrolia inc.	21,7 %
Corridor Resources Inc.	21,7 %
Saint-Aubin E&P (Québec) inc.	21,7 %

Le conseil d'administration de la société en commandite est composé d'un représentant de chacun des partenaires et d'un administrateur indépendant.

Le conseil d'administration a mis en place un comité des opérations afin de superviser les travaux de la société en commandite, ainsi qu'un comité technique qui agit à titre d'aviseur. Un comité santé, sécurité et environnement ainsi qu'un comité d'acceptabilité sociale ont aussi été mis sur pied. Ces comités sont composés d'un nombre égal de représentants de chacun des partenaires.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

	Hydrocarbures Anticosti S.E.C. \$	Commandité Hydrocarbures Anticosti inc. \$	Total \$
Valeur de la participation au 31 décembre 2015	36 583 806	43	36 583 849
Quote-part de la perte nette pour l'exercice clos le 31 décembre 2016	(92 454)	(43 999)	(136 453)
Contributions pour l'exercice clos le 31 décembre 2016	78 690	29 703	108 393
Valeur de la participation au 31 décembre 2016	36 570 042	(14 253)	36 555 789
Quote-part de la perte nette pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017	(23 022)	(9 606)	(32 628)
Contributions pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017	—	26 443	26 443
Valeur de la participation au 31 mars 2017	36 547 020	2 584	36 549 604

8) IMMOBILISATIONS CORPORELLES [RETRAITÉS]

	Terrain \$	Améliorations locatives \$	Équipement informatique, de bureau et de terrain \$	Matériel roulant \$	Réservoirs \$	Roulottes de chantier \$	Total \$
Valeur comptable brute							
Solde au 31 décembre 2016	75 434	225 000	319 712	52 156	322 881	186 107	1 181 290
Additions	—	—	1 311	—	—	—	1 311
Dispositions	—	—	—	—	—	—	—
Solde au 31 mars 2017	75 434	225 000	321 023	52 156	322 881	186 107	1 182 601
Amortissement cumulé							
Solde au 31 décembre 2016	—	9 374	254 578	34 424	211 586	117 310	627 272
Dépréciations [note 10]	32 142	89 481	26 659	6 989	45 052	27 849	228 172
Amortissement	—	5 625	3 879	1 330	5 565	3 440	19 839
Solde au 31 mars 2017	32 142	104 480	285 116	42 743	262 203	148 599	875 283
Valeur nette comptable au 31 décembre 2016	75 434	215 626	65 134	17 732	111 295	68 797	554 018
Valeur nette comptable au 31 mars 2017	43 292	120 520	35 907	9 413	60 678	37 508	307 318



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

9) ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION [RETRAITÉS]

Propriétés pétrolières et gazières

	31 décembre 2016 \$	Dépréciations [note 10] \$	Additions \$	31 mars 2017 \$
Québec				
Gastonguay	794 683	(338 614)	—	456 069
Gaspésia – Edgar – Marcel- Tremblay	515 680	(219 731)	—	295 949
Gaspé ¹	533 864	(227 479)	—	306 385
Projet Bourque ¹	123 356	(52 562)	—	70 794
Projets Haldimand – Tar Point No.1 ¹	2 797 910	(1 214 544)	52 462	1 635 828
Matapédia	216 968	(92 450)	—	124 518
Total des propriétés pétrolières et gazières	<u>4 982 461</u>	<u>(2 145 380)</u>	<u>52 462</u>	<u>2 889 543</u>

Frais d'exploration

	31 décembre 2016 \$	Dépréciations [note 10] \$	Additions \$	31 mars 2017 \$
Québec				
Anticosti	260 558	—	784	261 342
Gastonguay	76 900	—	—	76 900
Gaspésia – Edgar – Marcel- Tremblay	3 795 750	—	—	3 795 750
Gaspé	3 624 503	—	3 623	3 628 126
Projet Bourque	29 645 904	—	278 290	29 924 194
Projet Haldimand	29 318 018	—	26 377	29 344 395
Projet Tar Point No. 1	5 281 210	—	974	5 282 184
Matapédia	1 206 444	—	—	1 206 444
	<u>73 209 287</u>	<u>—</u>	<u>310 048</u>	<u>73 519 335</u>



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

	31 décembre 2016	Dépréciations [note 10]	Additions	31 mars 2017
	\$	\$	\$	\$
Déductions				
Aides gouvernementales à l'exploration, dépréciations et contributions de partenaires :				
Anticosti	5 847	108 867	—	114 714
Gastonguay	19 020	24 663	—	43 683
Gaspésia – Edgar – Marcel-Tremblay	428 740	1 434 683	—	1 863 423
Gaspé	711 141	1 242 928	—	1 954 069
Projet Bourque	15 113 442	6 197 441	266 184	21 577 067
Projet Haldimand	14 853 647	6 017 765	—	20 871 412
Projet Tar Point No. 1	1 051 894	1 802 527	—	2 854 421
Matapédia	658 824	233 341	—	892 165
	<u>32 842 555</u>	<u>17 062 215</u>	<u>266 184</u>	<u>50 170 954</u>
Revenus d'évaluation de réservoir pétrolier :				
Gaspé				
Projet Haldimand	367 855	—	—	367 855
Total des frais d'exploration	<u>39 998 877</u>	<u>(17 062 215)</u>	<u>43 864</u>	<u>22 980 526</u>

Sommaire au 31 mars 2017

	31 décembre 2016	Dépréciations [note 10]	Additions	31 mars 2017
	\$	\$	\$	\$
Propriétés pétrolières et gazières	4 982 461	(2 145 380)	52 462	2 889 543
Frais d'exploration	39 998 877	(17 062 215)	43 864	22 980 526
Actifs d'exploration et d'évaluation	<u>44 981 338</u>	<u>(19 207 595)</u>	<u>96 326</u>	<u>25 870 069</u>

¹ Les propriétés avec la référence (1) sont l'objet de redevances dans le cas d'une éventuelle mise en production. À ce jour, la Société a satisfait à toutes ses obligations et seules les obligations futures ou éventuelles et les transactions particulières de l'exercice sont décrites ci-après.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

10) DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION

Conformément aux méthodes comptables adoptées par la Société, les actifs non financiers doivent faire l'objet d'un test de dépréciation lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable a pu se déprécier. La dépréciation est calculée en évaluant la valeur recouvrable de chaque actif, unité génératrice de trésorerie (« UGT ») ou groupe d'UGT. Si la valeur recouvrable de l'actif, de l'UGT ou groupe d'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une dépréciation est comptabilisée.

Au 31 mars 2017, la Direction est d'avis de l'existence d'un indicateur de perte de valeur, soit la conclusion d'un « term sheet non binding » le 29 mars 2017 avec Pieridae Energy Limited, préalable à la conclusion de l'accord définitif le 15 mai 2017 [note 4], selon un taux d'échange indiquant une valeur observable inférieure à la valeur comptable de l'actif net de la Société. La Société a donc procédé à un test de dépréciation en comparant la valeur comptable de l'actif net de la Société au 31 mars 2017 (excluant les impôts différés sur les pertes reportées) à sa valeur recouvrable (excluant toute valeur accordée aux pertes fiscales latentes). La Société est au stade d'exploration, la juste valeur diminuée des coûts de sortie a été utilisée à titre de valeur recouvrable et cette dernière est classée au niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

Selon les termes énoncés dans l'accord définitif avec Pieridae Energy Limited [note 4], l'estimation de la valeur recouvrable de la Société a été établie à 0,38 \$ par action ordinaire de la Société en circulations plus la valeur de rachat estimée des actions privilégiées émises dans le cadre de l'Arrangement. La valeur de rachat des actions privilégiées de l'Entité fusionnée est égale à 50 % de tout montant en argent pouvant être perçu, avant le 31 décembre 2018, par l'Entité fusionnée découlant d'un accord avec le Gouvernement du Québec, net de tout impôt payable par l'Entité fusionnée, en lien avec la fin de l'exploration gazière et pétrolière sur l'Île d'Anticosti.

Les hypothèses clés de l'évaluation de la juste valeur de la Société, sont au niveau de l'évaluation de la juste valeur de rachat des actions privilégiées dans le cadre de l'Arrangement et de la valeur accordée aux pertes fiscales latentes. Une méthode probabiliste prenant en compte les incertitudes liées au règlement incluant certains scénarios de réalisation concernant la conclusion d'un accord avec le Gouvernement du Québec ainsi qu'un taux d'actualisation de 2,5 % ont été utilisés dans l'évaluation de celle-ci. Quant à l'estimation de la juste valeur accordée aux pertes fiscales latentes par les intervenants informés du marché inclus dans le prix de transaction établi à 0,38\$ par action, cette dernière tient compte entre autre de l'incertitude quant à l'admissibilité des pertes fiscales latentes une fois l'entité fusionnée accordée par les autorités fiscales, l'horizon temporel de l'utilisation des pertes fiscales latentes sur la base de la génération de bénéfices imposables au sein de la nouvelle entité fusionnée ainsi que l'utilisation d'un taux d'actualisation reflétant l'incertitude quant à la valorisation de cet avantage fiscal latent.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

La juste valeur diminuée des coûts de sortie de la Société, étant inférieure à la valeur comptable nette des actifs de la Société, démontre qu'une perte de valeur devait être comptabilisée et être répartie au prorata des actifs à long terme de l'unité génératrice de trésorerie.

Estimation de la perte de valeur

	\$
Juste valeur	55 705 996
Coûts de sortie	(600 000)
	<u>55 105 996</u>
Valeur comptable de l'actif net, avant perte de valeur	75 169 258
Moins : Valeur comptable des actifs d'impôt différés liés aux pertes reportés	(5 745 610)
	<u>69 423 648</u>
Perte de valeur	<u><u>(14 317 652)</u></u>
Répartition :	
Immobilisations corporelles	(228 172)
Actifs d'exploration et d'évaluation	(19 207 595)
Passif d'impôts différés	5 118 115
	<u><u>(14 317 652)</u></u>

Aucune perte de valeur n'a été attribuée au placement dans des entreprises associées étant donné les droits et obligations de chacune des parties stipulés aux ententes liées à Hydrocarbures Anticosti S.E.C. La direction de la Société est d'avis que la valeur recouvrable du placement est supérieure à la valeur comptable de la participation dans des entreprises associées. Suite à la constatation des pertes de valeur comptabilisées sur les actifs d'exploration et d'évaluation, la direction a revu la valorisation de l'actif d'impôt différé relatif aux pertes fiscales reportées de la Société. Suite à l'analyse de la direction, l'actif d'impôt différé a été réduit d'un montant de 1 832 128 \$, actif initialement constaté en diminution du passif d'impôt différé, causant ainsi une perte additionnelle pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2017 de 1 832 128 \$.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

11) FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

	Au 31 mars 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Fournisseurs et frais courus	792 059	3 461 589
Salaires, honoraires, vacances et jetons de présence	232 037	326 487
Taxes à la consommation	15 007	—
Partenaires	76 670	67 211
Avance d'une entreprise associée [note 16]	—	108 964
	1 115 773	3 964 251

12) AVANCES DE PARTENAIRES SUR DES TRAVAUX D'EXPLORATION À RÉALISER

Le tableau suivant présente le rapprochement des avances de partenaires sur des travaux d'exploration à réaliser pour le projet Bourque :

	Au 31 mars 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Solde au début	1 993 378	1 881 112
Avances de partenaires	—	6 396 630
Part des partenaires dans les dépôts de garantie [note 18]	—	(293 820)
Contributions des partenaires dans la propriété	—	(12 229)
Contributions des partenaires sur les travaux d'exploration réalisés	(266 184)	(5 978 315)
Solde à la fin	1 727 194	1 993 378

13) PROVISIONS

Provision pour restauration de sites

La direction évalue le total des provisions pour restauration future de sites en fonction de la quote-part nette de la Société, selon le pourcentage de participation détenu dans les propriétés ayant faits l'objet de forage, des coûts estimatifs d'abandon et de remise en état de ses puits et installations et de l'échéancier estimatif des coûts à engager au cours de périodes futures.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

Au 31 mars 2017, le montant futur estimatif total requis pour régler les obligations liées à la restauration de sites, indexé à 2 % [2 % au 31 décembre 2016], s'élève à 1 473 698 \$ [1 464 545 \$ au 31 décembre 2016]. Le montant futur total a été actualisé à l'aide du taux moyen pondéré de 2,5 % [2,5 % au 31 décembre 2016], selon un calendrier de réalisation variant de 2 à 20 ans [de 2 à 20 ans au 31 décembre 2016]. Le montant non actualisé des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations est de 2 043 960 \$ [2 043 960 \$ au 31 décembre 2016].

Le tableau suivant présente le rapprochement de la provision pour restauration de sites :

	Au 31 mars 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Solde au début	1 464 545	1 373 060
Passifs engagés	—	100 821
Cession d'intérêts dans le projet Bourque	—	(233 747)
Charge de désactualisation	9 153	28 321
Changement d'estimations comptables	—	196 090
Solde à la fin	1 473 698	1 464 545

Provision pour passif éventuel

Le tableau suivant présente le rapprochement de la provision pour passif éventuel :

	Au 31 mars 2017 \$	Au 31 décembre 2016 \$
Solde au début	350 000	—
Provision constituée au cours de l'exercice	—	350 000
Solde à la fin	350 000	350 000

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2016, un montant de 350 000 \$ a été comptabilisé pour le règlement d'un litige avec un fournisseur de services dans le cadre des travaux d'exploration réalisés par sa filiale, Pétrolia Anticosti inc, pour le compte d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C. Le 30 mai 2017, un règlement est intervenu dans ce dossier et la Société a payé un montant de 350 000 \$ au fournisseur de services. L'impact de ce litige sur le résultat net de la Société est nulle puisque la Société a le droit contractuel, en vertu du contrat d'opérations, de refacturer à Hydrocarbures Anticosti S.E.C. la totalité des dépenses encourues dans le cadre de ce litige incluant les honoraires professionnels puisqu'il s'agit d'un contrat conclu dans le cours normal des affaires par la Société, à titre d'opérateur désigné. Comme le montant du règlement a été refacturé et assumé par Hydrocarbures Anticosti S.E.C. un montant de 350 000 \$ a donc été comptabilisé à l'encontre de l'avance d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C. [note 16] au 31 mars 2017 et au 31 décembre 2016.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

14) CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires, participantes, votantes et sans valeur nominale.

	Au 31 mars 2017 [3 mois]		Au 31 décembre 2016 [12 mois]	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Émis				
Solde au début	103 177 460	66 892 274	92 420 195	64 829 868
Actions émises				
Émission d'actions	5 222 223	835 556	10 757 265	2 215 588
Frais d'émission		(79 704)		(209 551)
Impôts différés sur frais d'émission		21 122		56 369
Solde à la fin	108 399 683	67 669 248	103 177 460	66 892 274

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, la Société a émis 5 222 223 actions accréditives pour un produit brut de 940 000 \$ dans le cadre d'un placement privé. Un passif relié aux actions accréditives de 104 444 \$ a été comptabilisé relativement à ce placement. Des frais d'émission de 79 704 \$ ont été payés comptant et comptabilisés en réduction du capital social de la Société.

Paiements fondés sur des actions

La Société a adopté le 22 octobre 2004 un Régime d'options d'achat d'actions en vertu duquel elle peut octroyer un maximum de 10 % des actions émises à ses administrateurs, dirigeants, employés clés et fournisseurs sur une base continue. Le prix de levée de chaque option correspond au cours du marché le jour précédant la date d'attribution. La durée des options octroyées ne peut excéder cinq ans. Les droits deviennent acquis au moment de l'octroi pour les administrateurs et graduellement sur trois ans pour les autres participants.

La totalité des paiements fondés sur des actions sera réglée en instruments de capitaux propres. La Société n'a aucune obligation juridique ou implicite de racheter ou de régler les options.

Les options d'achat de la Société se détaillent comme suit pour les périodes de présentation de l'information financière considérées :



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

	Au 31 mars 2017 [3 mois]		Au 31 décembre 2016 [12 mois]	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début	8 880 000	0,56	8 575 000	0,87
Attribuées	—	—	2 462 500	0,18
Expirées	(307 500)	0,86	(2 157 500)	1,36
En circulation à la fin	8 572 500	0,55	8 880 000	0,56
Exerçables	6 482 500	0,65	6 766 875	0,65

15) RÉSULTAT PAR ACTION

Le calcul du résultat de base par action est effectué à partir du résultat de l'exercice divisé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période. En calculant le résultat dilué par action pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016, les actions ordinaires potentielles, telles que certaines options et certains bons de souscription, n'ont pas été prises en considération, car leur conversion aurait pour effet de diminuer la perte par action et aurait donc un effet antidilutif.

Le résultat de base et dilué par action a été calculé à partir de la perte nette comme numérateur, c'est-à-dire qu'aucun ajustement au résultat n'a été nécessaire.

	Au 31 mars 2017 [3 mois]	Au 31 mars 2016 [3 mois]
Perte nette	(16 475 497) \$	(307 835) \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base	103 989 806	92 420 195
Effet dilutif des bons de souscription et options	—	—
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	103 989 806	92 420 195
Perte nette de base par action	(0,158) \$	(0,003) \$
Perte nette diluée par action	(0,158) \$	(0,003) \$



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

16) TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les parties liées de la Société comprennent les autres parties liées et les principaux dirigeants comme il est expliqué ci-dessous.

Aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales, et aucune garantie n'a été donnée ou reçue. Les soldes sont généralement réglés en espèces.

Transactions avec les principaux dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants comprend les charges suivantes :

	Au 31 mars 2017 [3 mois] \$	Au 31 mars 2016 [3 mois] \$
Avantages à court terme du personnel :		
Salaires et avantages sociaux	39 875	96 793
Jetons de présence	35 003	37 735
Total des avantages à court terme	74 878	134 528
Honoraires	93 500	21 450
Total de la rémunération	168 378	155 978

Au cours des périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016, aucune option attribuée dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions n'a été exercée par les principaux dirigeants de la Société.

Sociétés et autres parties liées

Des opérations ont été effectuées :

Avec une société dont un administrateur est actionnaire majoritaire :

	Au 31 mars 2017 [3 mois] \$	Au 31 mars 2016 [3 mois] \$
Résultat global :		
Frais d'administration	6 000	3 900



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

Avec Hydrocarbures Anticosti S.E.C. :

	Au 31 mars 2017 [3 mois] \$	Au 31 mars 2016 [3 mois] \$
Résultat global :		
Gérance de projets	8 973	10 362

Au 31 mars 2017, Hydrocarbures Anticosti S.E.C. a avancé un montant de 121 605 \$ à la Société [31 décembre 2016 – 458 964 \$] afin de financer les activités d’exploration à venir de la filiale Pétrolia Anticosti inc. Cette avance a été compensée par une provision pour passif éventuel de 350 000 \$ [31 décembre 2016 – 350 000 \$] qui sera assumée par Hydrocarbures Anticosti S.E.C. Ainsi, au 31 mars 2017, un montant de 228 395 \$ était à recevoir d’Hydrocarbures Anticosti S.E.C. tandis qu’au 31 décembre 2016, un montant de 108 964 \$ était à payer à Hydrocarbures Anticosti S.E.C.

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et ont été mesurées à la valeur d’échange, qui est la contrepartie établie et acceptée par les parties liées.

17) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers et les passifs financiers sont évalués à la juste valeur ou au coût amorti. La classification des instruments financiers de même que leur valeur comptable sont présentées dans le tableau qui suit :

	31 mars 2017			
Juste valeur par le biais du résultat net	Prêts et créances	Autres passifs financiers	Total de la valeur comptable	
\$	\$	\$	\$	
Actif financier				
Trésorerie et équivalents de trésorerie ¹	5 028 759	—	—	5 028 759
Débiteurs	—	453 632	—	453 632
	5 028 759	453 632	—	5 482 391
Passif financier				
Fournisseurs et autres créditeurs ²	—	—	1 100 766	1 100 766
Part des partenaires dans les dépôts de garantie	—	—	293 820	293 820
Dette bancaire	—	—	18 565	18 565
	—	—	1 413 151	1 413 151



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

	31 décembre 2016			Total de la valeur comptable \$
	Juste valeur par le biais du résultat net \$	Prêts et créances \$	Autres passifs financiers \$	
Actif financier				
Trésorerie et équivalents de trésorerie ¹	6 492 198	—	—	6 492 198
Débiteurs ²	—	182 531	—	182 531
Équivalents de trésorerie à utilisation restreinte ¹	630 000	—	—	630 000
	<u>7 122 198</u>	<u>182 531</u>	<u>—</u>	<u>7 304 729</u>
Passif financier				
Fournisseurs et autres créditeurs	—	—	3 964 251	3 964 251
Part des partenaires dans les dépôts de garantie	—	—	293 820	293 820
Dette bancaire	—	—	20 243	20 243
	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>4 278 314</u>	<u>4 278 314</u>

¹⁾ La juste valeur de la trésorerie et équivalents de trésorerie est égale à la valeur comptable.

²⁾ Exclusion faite des crédits d'impôt et des taxes de vente, puisque ces montants ne représentent pas un droit contractuel de recevoir ou de payer un montant.

18) ÉVENTUALITÉS

Financement

La Société se finance en partie par l'émission d'actions dites accréditives. Cependant, même si la Société a pris toutes les mesures nécessaires à cet effet, il n'y a pas de garantie que les fonds dépensés par la Société en regard de ces actions soient déclarés admissibles par les autorités fiscales advenant une vérification de leur part. Le refus de certaines dépenses par les autorités fiscales pourrait avoir alors des conséquences fiscales négatives pour les investisseurs. Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2017, la Société a reçu un montant de 940 000 \$ [31 décembre 2016 – 2 404 755 \$] à la suite de placements accréditifs pour lesquels elle a renoncé aux déductions fiscales pour un montant de 104 444 \$ [31 décembre 2016 – 199 667 \$]. Au 31 mars 2017, le solde des dépenses admissibles à engager s'élève à 2 218 632 \$ [31 décembre 2016 – 1 308 793 \$], un montant de 1 278 632 \$ devra être engagé d'ici le 31 décembre 2017 alors qu'un montant de 940 000 \$ devra être engagé d'ici le 31 décembre 2018.



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

Environnement

Les opérations de la Société sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables, que ce soit au niveau de la résultante, de son échéance ou de son impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Société opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur.

Au cours de l'exercice terminée le 31 décembre 2016, des dépôts de garantie d'un montant de 600 000 \$ ont été déboursés par la Société à titre de garantie d'exécution et des lettres de garantie pour un montant de 630 000 \$, venant à échéance en mars 2017, ont été émises par une institution financière en faveur du ministère des Ressources naturelles afin de garantir la réalisation des travaux de fermeture de certains sites. Ces lettres de garantie ont été renouvelées le 1er mai 2017. La garantie d'exécution doit être maintenue en vigueur jusqu'à la fermeture définitive des puits. Les partenaires ont avancé une somme de 293 820 \$ afin de financer leur quote-part dans les dépôts de garantie afférents au projet Bourque et ce montant est présenté à titre de passif non-courant car il sera récupéré par les partenaires lorsque les garanties seront libérées par le ministère des Ressources naturelles.

Hydrocarbures Anticosti S.E.C.

Le 12 juillet 2016, dans le cadre des travaux d'exploration d'Hydrocarbures Anticosti S.E.C. pour lesquels la Société agit à titre d'opérateur, la Société a déposé une demande d'injonction visant à forcer ses partenaires du projet, Ressources Québec inc. et Saint-Aubin E&P (Québec) inc., à respecter leurs engagements contractuels. Le 25 juillet 2016, le juge a reconnu l'obligation claire de Ressources Québec inc. et Saint-Aubin E&P (Québec) inc. à financer le programme d'exploration et a prononcé des ordonnances en conséquence. Le jugement reconnaît à cet égard les besoins financiers de la Société et ordonne aux partenaires de pourvoir mensuellement aux charges courantes et administratives de la Société et ce, jusqu'en mai 2017. En sus de ces ordonnances, le tribunal a aussi pris acte de l'engagement de Ressources Québec inc. et Saint-Aubin E&P (Québec) inc. de financer la construction des plateformes de forage. Faisant suite à cette injonction, le 14 juin 2017, la Société s'est entendue avec ses partenaires relativement à des mesures de sauvegarde permettant de maintenir le statu quo dans le projet. Cette ordonnance de sauvegarde reconnaît l'obligation que soient couvertes certaines dépenses de l'opérateur et ordonne notamment à Ressources Québec d'avancer, sur une base mensuelle, les fonds nécessaires pour assurer les besoins essentiels d'HASEC jusqu'au 1^{er} septembre 2017. Les partenaires d'HASEC se sont aussi entendus de repousser certains travaux prévus sur l'île d'Anticosti cet été dans l'attente de l'issue des négociations en cours avec le gouvernement du Québec. Dans l'interim, la Société s'est engagée à ne faire que les travaux obligatoires d'ici la reprise des travaux.

Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2017, dans le contexte de la demande de protection au patrimoine mondiale de l'UNESCO, le gouvernement du Québec a initié des négociations avec la



NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS (NON AUDITÉS)

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

Société ainsi que ses partenaires dans HASEC dans le but de mettre fin à l'exploration gazière et pétrolière sur l'Île d'Anticosti. À ce jour, aucune entente n'est survenue entre les parties.

En mai 2017, les audiences quant à la demande d'injonction permanente mettant en cause le Conseil des Innus de Ekuanitshit contre, entre autres, HASEC dans le but de déclarer invalide les certificats d'autorisations émis par le MDDELCC ont eu lieu. Le jugement pourrait être prononcé au cours de l'exercice 2017.

Litige

La Société est sujette à certains litiges dans le cours normal de ses affaires. La direction est d'avis que la Société a établi des provisions adéquates pour couvrir les pertes éventuelles relativement à ces litiges.

19) INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Réconciliation de l'augmentation des frais d'exploration et d'évaluation nets des sommes recouvrées :

	Au 31 mars 2017 [3 mois] \$	Au 31 mars 2016 [3 mois] \$
Additions aux frais d'exploration	310 048	413 588
Acquisition sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	(14 940)	(15 426)
Amortissement des incitatifs à la location reportée	3 086	—
Sommes recouvrées		
Projet Haldimand	—	(100 031)
Revenus d'évaluation de réservoir de pétroles	—	(10 924)
Variation des éléments hors caisse du fond de roulement	2 464 458	1 077 869
Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation nets des sommes recouvrées	2 762 652	1 365 076
Autres informations :		
Intérêts versés	123	164
Intérêts reçus	8 031	17 979



**NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS
CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS
(NON AUDITÉS)**

Pour les périodes terminées les 31 mars 2017 et 2016

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent comme suit :

	Au 31 mars 2017 [3 mois] \$	Au 31 mars 2016 [3 mois] \$
Encaisse	5 028 759	2 882 826
Certificats de placement garanti, rachetables en tout temps	—	2 180 980
	5 028 759	5 063 806